

Observatoire de l'Arctique

Bulletin mensuel

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –
CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – JEAN-PAUL VANDERLINDEN –
FLORIAN VIDAL – THEO URVOY – MAGALI VULLIERME

avec le soutien de la



AIRBUS

Analyse de données satellitaires



SOMMAIRE

AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE	3
NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE	5
ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE.....	6
INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..	7
QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	9
PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE	10
TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME	11

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS),

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS)

Bloc Publications : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM)

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Les armées américaines continuent de mener des exercices aux États-Unis ainsi qu'en dehors de leurs frontières. L'US Air Force a participé à un exercice *Astral Knight* avec l'armée de l'Air finlandaise depuis la base de Rovaniemi en Laponie, en déployant des F-16, des KC-135 et des C-130, en plus des F-18 finlandais. Ceci alors que des négociations en cours entre les deux pays pourraient mener à la signature d'un accord de défense permettant un accès aux troupes américaines à des bases en Finlande dans le cadre de l'OTAN ([High North News](#), 23 août). Le 160th Special Operation Aviation Regiment, unité des forces spéciales américaines, s'est entraîné sur l'île de Shemya en Alaska proche de la Russie, dans le cadre de l'exercice *Polar Dagger 2023*. L'unité qui est connue pour avoir transporté le commando ayant capturé Ben Laden, s'est entraînée à opérer dans les conditions arctiques pour défendre le radar de détection de missiles AN/FPS-108 Cobra Dane early présent sur l'île ([The Drive](#), 23 août). Ensuite, ce sont pas moins de 2 000 militaires américains rejoints par des membres des forces armées australiennes qui se sont entraînés pendant deux semaines en Alaska dans le cadre de l'exercice *Red Flag 2023* en réunissant plus de 80 aéronefs ([Pacific Air Forces](#), 28 août). Les Marines russes et chinoises ont également mené un exercice conjoint proche des îles aléoutiennes avec 11 navires, déclenchant l'envoi par la Marine américaine de 4 destroyers et d'un avion patrouilleur pour les surveiller, alors qu'ils se trouvaient dans la zone économique exclusive américaine. C'est la plus grande flottille russo-chinoise à approcher les côtes américaines. Toutefois ce genre d'exercices, menés près des côtes de l'Alaska, n'est pas nouveau, une flottille russo-chinoise de 7 navires avait été détectée en septembre 2022 ([The Guardian](#), 6 août ; [Zone militaire](#), 7 août).

Alors que la présence russo-chinoise est de plus en plus visible dans l'Arctique, le sénateur républicain d'Alaska Dan Sullivan, après avoir déjà critiqué les dépenses militaires du voisin canadien, a demandé lors de l'audition du futur commandant du NORAD au Sénat, le Lieutenant General Gregory Guillot, d'avoir une discussion sérieuse avec l'allié canadien à propos du niveau de son budget de défense et de sa participation au NORAD ([CBC](#), 27 juillet).

Alors que le chantier naval Bollinger Shipyards a annoncé avoir lancé la construction du premier brise-glace lourd l'*USCGC Polar Sentinel* (PSC-1), et que la date de mise en service a été repoussée à 2028, deux tribunes mettent en avant deux solutions pour doter la garde côtière plus rapidement des navires dont elle a besoin. La première préconise de remettre en état les moteurs du *USCGC Polar Sea* actuellement à quai suite à un incendie en 2010 et qui sert de réserve de pièces pour le *Polar Star*. Ceci plutôt que d'acheter le brise-glace civil *M/V Aiviq*, solution intermédiaire souhaitée par la garde côtière américaine ([USNI](#), août). La deuxième tribune met en avant l'option d'un partenariat avec le nouvel allié de l'OTAN finlandaise dont le savoir-faire en matière de brise-glace est inégalé, ayant construit pas moins de la moitié des brise-glace en service dans le monde, avec des délais de construction de 24 mois ([Center for Maritime Strategy](#), 15 août).

Fin juin, le Sénat **canadien** a publié un nouveau Rapport du Comité sénatorial permanent de la Sécurité nationale, de la défense et des anciens combattants intitulé « **La sécurité Arctique menacée : besoins urgents dans un paysage géopolitique et environnemental en évolution** » qui comporte 23 recommandations à destination du Gouvernement canadien ([Sénat Canadien](#), Juin 2023). Ce rapport est sorti alors même que le Gouvernement fédéral a décidé de fermer son *Canadian International Arctic Centre*, en Norvège, une décision largement critiquée par les spécialistes ([National Post](#), 27 juin ; [National Post](#), 24 juillet ; [Ottawa Citizen](#), 5 juillet ; [NNSL Media](#), 23 août).

Des feux de forêts historiques ravagent le Canada depuis quatre mois, et ont consumé 16,4 millions d'hectares au 1^{er} septembre 2023 ([Canadian Interagency Forest Fire Centre](#)), soit davantage que la surface de la Grèce. Ces incendies ont également touché le Nunavik (Québec). Début juillet, une quinzaine de feux, tous déclenchés par des éclairs, étaient dénombrés à 200 km au Sud de Kuujuaq. Les deux plus gros foyers ont été identifiés près de la rivière Caniapiscou et de la Rivière à la Baleine, et vers Kangiqsualujuaq. La pluie a permis de stopper les feux les plus proches des communautés mais des alertes de smog ont été émises pour la région et la fumée a retardé certains vols ([Nunatsiq News](#), 6 juillet ; [Nunatsiq News](#), 12 juillet ; [Nunatsiq News](#), 17 juillet ; [Nunatsiq News](#), 30 juillet).

Le 16 juillet, le NORAD a commencé, pour une durée indéterminée, des opérations aériennes à partir de l'aéroport d'Iqaluit. Selon le capitaine Maxime Cliche, porte-parole de l'organisation, « *ce type d'opération est essentiel pour garantir que notre personnel est prêt à répondre aux menaces aérospatiales contre le Canada et les États-Unis* ». Même si la majorité des vols aura lieu au-dessus de régions arctiques peu peuplées et à haute altitude, les habitants d'Iqaluit verront l'augmentation des activités aériennes militaires à l'aéroport ([Nunatsiq News](#), 17 juillet).

Le nouveau port en eaux profondes d'Iqaluit, qui a coûté 84,9 millions de dollars, a été inauguré le 25 juillet. Grâce à cette ouverture, les dirigeants du Nunavut espèrent voir une baisse des prix des marchandises et un service plus rapide à travers le territoire. En plus d'un quai pour les porte-conteneurs, le port comprend une rampe qui s'étend dans les eaux profondes pour permettre aux barges d'être chargées et déchargées sur le rivage à tout moment. Avant cette construction, les marchandises devaient être déplacées du navire au rivage à marée haute, obligeant parfois les navires à rester ancrés en mer pendant une semaine jusqu'à ce qu'ils soient complètement déchargés. La construction de ce port était en projet depuis les années 1970, mais avait échoué à cette époque, ainsi qu'en 2005, avant d'être reprise par le gouvernement Harper en 2015 ([Nunatsiaq News](#), 25 juillet).

Début août, le gouvernement du Québec a accordé 10 millions de dollars aux populations Inuites et des Premières Nations pour les aider à mettre en place des projets communautaires pour faire face aux impacts des changements climatiques. Au sein de cette somme, 3,5 millions de dollars ont été attribués à l'administration régionale Kativik jusqu'en 2026 pour développer des projets au Nunavik ([Nunatsiaq News](#), 4 août), tandis que le gouvernement du Nunavut a effectué, auprès du gouvernement fédéral, une demande d'aide d'une hauteur de 4 milliards de dollars pour renforcer l'offre de logement ([Nunatsiaq News](#), 9 août).

Au **Groenland**, l'actuel président du Siumut, Erik Jensen, a été réélu au premier tour (39 voix sur 68) pour diriger le second plus grand parti du pays. En cas de victoire de l'un (Kim Kielsen) ou l'une de ses rivales (Aki-Matilda Høegh-Dam), de nouvelles élections nationales à la rentrée pouvaient être attendues (cf. bulletin n°6), ainsi que des prises de positions plus tranchées sur l'indépendance ou encore l'uranium, sur lequel le parti Siumut n'a pas de position stable depuis 2013 ([DR](#), 30 juillet). La réélection d'Erik Jensen signe donc le choix du "pragmatisme" et de la stabilité au sein de la coalition ([KNR](#), 31 juillet ; [Sermitsiaq](#), 31 juillet). En 2021, menée par le parti IA, la coalition avait décidé de stopper les projets d'exploration et d'exploitation d'uranium. La compagnie australienne *Energy Transition Minerals*, qui avait obtenu une permission d'exploration en 2007 et demandé un permis d'exploitation en 2019 pour la mine de Kuannersuit, dans le sud-ouest du Groenland, a décidé d'intenter un recours pour obtenir une compensation de 76,5 milliards de couronnes danoises auprès du Danemark et du Groenland ([DR](#) ; [Sermitsiaq](#), 20 juillet).

Mi-juillet s'est tenu un sommet entre le président américain et les Premiers ministres des pays nordiques (cf. rubrique Gouvernance), auquel le président groenlandais, Muté B. Egede, et le dirigeant féroïen, Aksel V. Johannesen, n'ont pas été invités ([Politiken](#), 22 juillet). Ces derniers ont vivement critiqués les pays nordiques pour leur absence de considération répétée à leur égard : « *Si les pays nordiques ne veulent pas prendre la coopération avec nous au sérieux et veiller à ce que nous soyons impliqués et entendus lors des négociations, nous devons réévaluer notre participation et regarder plus à l'ouest, vers d'autres pays de l'Arctique, et voir si nous pouvons développer une collaboration dans laquelle nous sommes pris au sérieux* », a averti Muté B. Egede à [Sermitsiaq](#) (15 juillet). Ceci s'ajoute aux tensions déjà fortes avec le Danemark qui se succèdent depuis plusieurs mois (cf. bulletins précédents ; [Altinget](#), 14 août). Les discussions entre le Danemark, les îles Féroé et le Groenland autour du renforcement de la coopération avec les États-Unis dans l'Arctique, décidées en juin dernier (cf. bulletin n°6), seront sur la table des négociations dans les prochains mois ([Altinget](#), 3 août).

Sur le plan climatique, d'après le Danish Meteorological Institute (DMI), les températures du mois de juillet 2023 ont été supérieures de 4,4°C à la moyenne observée depuis 1991 au sommet de la calotte glaciaire (station Summit) ([DR](#), 11 août), tandis que des records de fonte de l'inlandsis ont aussi été observés par la NASA au mois de juillet ([Eye on the Arctic](#), 2 août). D'après une autre étude menée par l'Université d'Aalborg, la population de la communauté d'Iltoqqortoormiit, à l'est du Groenland, et bien qu'elle vive loin des sources de pollution par les PFAS, celle-ci présente des concentrations de ces substances dans le sang parmi les plus élevées au monde ([Sermitsiaq](#), 12 juillet). Le gouvernement a déclaré prendre cette étude très au sérieux et a annoncé son intention de ratifier la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) ([Sermitsiaq](#), 24 juillet).

Par ailleurs, le colonel Søren Andersen a été nommé général de division et nouveau commandant du Commandement de l'Arctique ([Altinget](#), 9 août).

En **Islande**, pour la première fois depuis 10 ans, un détachement de l'armée de l'Air allemande composé de six Eurofighters et deux A400M s'est posé sur la base aérienne de Keflavik, ceci dans le but de s'entraîner dans l'espace aérien islandais, tout en démontrant la capacité de l'armée de l'Air allemande à se déployer en quelques jours sur l'île ([Gouvernement islandais](#), 26 juillet ; [OTAN](#), 2 août). Le sommet des pays nordiques s'est tenu en juin 2023 en Islande avec comme invité le Premier ministre canadien Justin Trudeau (cf. rubrique Gouvernance). L'ambassade islandaise à Moscou a complètement fermé ses portes le 1^{er} août, toutefois les autorités islandaises ont annoncé que l'ambassade reprendra du service dès que les conditions seront réunies pour cela, ce qui est loin d'être le cas actuellement ([Eye on the Arctic](#), 01 août).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Norvège-Russie : poursuite des tensions diplomatiques au cours de l'été 2023

La publication du décret n°2075-r par le gouvernement russe, le 2 août, renforce les restrictions sur le fonctionnement des représentations diplomatiques norvégiennes en Russie. Celles-ci n'auront désormais qu'une autorisation très limitée pour employer du personnel local (un maximum de 27 personnes sous contrat de travail local). Par cette décision, la Russie inclut la Norvège dans la liste restreinte des pays qui mènent des « *actions inamicales contre les représentations diplomatiques et consulaires russes à l'étranger* » ([Décret du gouvernement de la Fédération de Russie](#), 2 août 2023 ; [thebarentsobserver](#), 3 août 2023).

Les actions de provocation, côté russe, se sont multipliées au cours de l'été (*voir par ailleurs*). D'une part, les autorités russes à Barentsburg (Svalbard) ont organisé une parade de la marine le 30 juillet, journée nationale de la marine en Russie. D'autre part, l'organisation d'exercices militaires par la Flotte du Nord du 11 au 14 août, à l'intérieur de la zone économique de la Norvège au sud de l'archipel du Svalbard, comprenait des tirs de missile au nord et au sud de l'île aux Ours en mer de Barents. Dans un entretien, le gouverneur du Svalbard, Lars Fause, a notamment exprimé son inquiétude sur la sécurité des opérations de sauvetage en hélicoptère alors que la publication de l'avis aux navigateurs aériens (NOTAM) par la Russie incluait la partie occidentale de la zone du cap Ours, en mer de Norvège. Malgré la tenue de ces exercices, les navires de pêche norvégiens ont maintenu leurs activités dans la zone d'alerte ([Svalbardposten](#), 7 août 2023 ; [thebarentsobserver](#), 8 août 2023 ; [NRK](#), 12 août 2023).

Russie : le positionnement offensif du clergé orthodoxe en Arctique

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, le clergé orthodoxe russe en Arctique affirme son soutien total à la guerre et s'oppose ouvertement à l'Occident. Au cours du mois d'août, le métropolite du diocèse de Mourmansk, Mitrofan, s'est rendu dans l'église de Boris et Gleb, située sur un territoire de 4 km² sur la rive occidentale de la rivière Pasvik, formant une enclave à la frontière norvégienne. Durant cette visite, il a prononcé un discours offensif en traçant une ligne de démarcation entre la Russie et les autres pays arctiques, en particulier la Norvège : « *Il s'agit d'un lieu saint qui se trouve à la frontière d'un autre monde, un monde qui nous est hostile* ». Selon Mitrofan et les membres du clergé, présents à ses côtés, la région de Borisoglebsk est une terre sacrée qui fait partie de la « Sainte Rus », qui constitue l'ancien territoire slave orthodoxe russe ([Communiqué du diocèse de Mourmansk](#), 7 août 2023).

À Pyramiden, sur l'archipel du Svalbard, le clergé orthodoxe, par l'intermédiaire de l'évêque Iyakov, affiche également ce positionnement provocateur. Ainsi, une imposante croix orthodoxe a été érigée sur les hauteurs de cette communauté russe, en présence notamment d'Ildar Neverov, nouveau directeur de la société publique Trust Arktikugol. Organisée par le diocèse de Narian-Mar (district autonome de Nénétsie), l'installation de cette croix, la plus septentrionale de la planète, symbolise le soutien de l'Église russe à l'égard des ambitions géopolitiques du pays en Arctique. Pour l'historienne Kari Aga Myklebost (UiT Université arctique de Norvège), ce qui s'est passé au Svalbard au cours de l'été est « *sans précédent* » mais s'inscrit « *dans le cadre d'une politique mémorielle agressive de la Russie à l'égard de la Norvège* » ([Vidéo publiée par le groupe Trust Arktikugol sur le réseau social Vkontakte](#), 10 août 2023 ; [thebarentsobserver](#), 12 août 2023).

Finmark : le gouvernement lance un vaste projet d'électrification

Au milieu des effets catastrophiques de la tempête Hans et de ses pluies torrentielles, provoquant des inondations massives et des glissements de terrain dans le sud du pays, le Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre s'est rendu à Hammerfest, le 8 août, pour annoncer l'extension de la production de gaz sur le site de Melkøya. Dans le cadre du paquet énergétique (*kraftpakken*), ce plan comprend notamment l'extension du site de production LNG d'Equinor jusqu'en 2040. L'ambition d'augmenter la production gazière en mer de Barents intervient dans un contexte de crise énergétique dans les pays de l'Union européenne, où la Norvège est devenue un partenaire stratégique et un fournisseur indispensable. Dans le même

temps, le gouvernement entend électrifier le système de production du site gazier pour répondre aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre du pays.

Néanmoins, cette décision intervient dans un contexte d'inquiétude et d'opposition au sein de la population locale alors que le comté du Finnmark est déjà confronté à une situation de pénurie. Par ailleurs, l'évolution des prix de l'électricité dans le nord du pays demeure incertaine sur le long terme. Pour y répondre, le plan du gouvernement entend se fonder sur un déploiement massif des infrastructures éoliennes dans la région septentrionale. Enfin, le raccordement du site de Melkøya au système électrique du Finnmark pour 2030 doit laisser un laps de temps suffisant pour garantir un niveau de production apte à couvrir l'ensemble des besoins énergétiques de cette région ([Communiqué du gouvernement norvégien](#), 8 août 2023 ; [VG](#) ; [High North News](#), 11 août 2023).

États observateurs et Union européenne

Affirmation de l'intérêt de l'Inde pour l'Arctique

L'Inde a annoncé son intention de déployer un navire de recherche polaire et de construire des brise-glaces dans le cadre de sa feuille de route pour l'Arctique, ce qui renforcerait son engagement dans la région.

L'Inde a publié en 2022 une feuille de route pour l'Arctique ([Government of India, 2022](#)), dont les premières mesures de mise en œuvre sont aujourd'hui présentées. Ainsi, le pays annonce le déploiement d'un navire de recherche polaire dans un délai de cinq ans, incluant la construction, la mise à l'eau et l'opérabilité du bâtiment ([ABP Live, 3 août 2023](#)). De prime abord affecté aux chercheurs indiens présents en Antarctique dans le cadre d'un programme de recherche lancé en 1981, ce navire spécialisé pourrait être déployé dans d'autres missions d'ordre polaire. Cette mesure devrait être accompagnée de la construction de brise-glaces dont le pays est aujourd'hui dépourvu. Cette série de mesures pourrait permettre à New Delhi d'affirmer concrètement son intérêt arctique depuis l'arrivée en juillet 2008 d'une équipe de scientifiques indiens au Svalbard norvégien, dans la station de recherche Himadri. L'Inde doit intensifier ses efforts pour renforcer son engagement dans l'Arctique en investissant dans les infrastructures, la recherche et le développement, ainsi qu'en favorisant les collaborations internationales, afin de jouer un rôle significatif dans les différentes dynamiques touchant la région ([MP-IDSA, 27 juillet 2023](#)). C'est d'ailleurs le 14 juillet, en France, que la politique arctique indienne fut réaffirmée par l'intermédiaire du Premier ministre Narendra Modi ([The Indian Express, 14 juillet 2023](#)). Pour la presse indienne, les deux pays s'inscrivent pour l'instant dans une politique Grand Nord similaire, axée sur la recherche scientifique, et vigilante quant aux questions climatiques, sujet fortement sensible en Inde (moussons, canicules, effets indirects sur la pollution, etc.). Néanmoins, l'intérêt à court terme du pays pourrait mettre au second plan ces axes, au profit d'enjeux relatifs aux ressources arctiques et au transport des matières premières depuis la route du Nord. L'engagement renforcé de l'Inde en Arctique, conjugué avec la neutralité qu'elle affiche vis-à-vis du conflit ukrainien, soutiendraient indirectement les intérêts arctiques de la Russie.

France : une proposition de loi pour rester influent dans les pôles

Plusieurs députés ont récemment proposé une loi visant à allouer un budget de 450 millions d'euros pour revitaliser la stratégie polaire française et renforcer son influence dans les enceintes internationales dédiées aux pôles, afin d'éviter un décrochage de la science polaire française.

Le 20 juillet 2023, un groupe de députés estimait nécessaire un budget de 450 millions d'euros pour rester influent dans les pôles ([Polar Journal, 1^{er} août 2023](#)). Cette proposition de loi de programmation polaire pour les années 2024 à 2030 a pour but de donner des moyens à la stratégie polaire française afin de renforcer la présence et l'influence de la France dans les enceintes internationales dédiées aux pôles où de nouveaux efforts s'avèrent indispensables aujourd'hui pour y demeurer légitime ([Assemblée nationale, 20 juillet 2023](#)). Cette loi ambitionne la reconstruction de la station Dumont d'Urville en Antarctique, l'intensification des ressources humaines et financières, et un investissement global de 449,4 millions d'euros étalé d'ici 2030. Annuellement, avant le 1^{er} octobre, un rapport serait soumis au Parlement pour dresser le bilan de la politique polaire française. Ce regain d'intérêt de la part des politiques français intervient après de longues années de décrochement budgétaire. Un rapport de mai 2021 soulignait ce risque en comparant par exemple le budget annuel de l'IPEV (16 millions d'euros) à celui d'autres acteurs polaires : 23 millions pour les Italiens, 53 millions pour les Allemands (AWI

partageant notre station au Svalbard), ou encore 88 millions pour les Australiens ([OPECST, 21 mai 2021](#)). De plus, trois jours seront consacrés au Polar Summit en novembre 2023, dans le cadre du Forum sur la paix de Paris.

Vers un partenariat russo-marocain pour la route maritime du Nord ?

Selon les autorités russes, le Maroc exprime un intérêt pour la route maritime du Nord, cherchant à acheminer ses produits, notamment des fruits, vers des destinations éloignées en Russie, tandis que la Russie envisage d'exporter principalement des produits de la pêche et des combustibles fossiles vers l'Afrique du Nord.

Selon les autorités russes, le Maroc manifeste un intérêt pour le développement de la route maritime du Nord ([L'Opinion, 14 août 2023](#)). Cette initiative vise à faciliter l'acheminement des produits marocains, tels que des fruits, vers des destinations lointaines en Russie, tout en permettant à la Russie d'exporter principalement des produits de la pêche et des combustibles fossiles vers l'Afrique du Nord. Le représentant commercial de la Russie au Maroc, Alexey Andreev, résume cette collaboration en évoquant des « fruits marocains contre des produits de la pêche de Sakhaline ». Cette coopération commerciale s'inscrit dans une vision plus large du Maroc, visant à devenir une plateforme logistique internationale reliant l'Afrique de l'Ouest à l'Extrême-Orient par la Route Maritime du Nord, en s'appuyant sur le port de Tanger. Cette démarche intéresse également la Russie, qui cherche de nouveaux débouchés pour ses exportations en raison des sanctions occidentales. « Pourquoi ne pas transformer le port de Tanger Med, entre autres, en hub logistique pour les pays de l'Afrique de l'Ouest, le reliant en perspective par la voie directe vers l'Extrême-Orient et l'Asie à travers la route maritime du Nord ? », suggère Alexey Andreev. Des accords de libre-échange entre la Russie et le Maroc pourraient renforcer davantage cette collaboration, positionnant ainsi le Maroc en tant que nouveau maillon entre l'Atlantique, la Méditerranée, l'Afrique, l'Europe et l'Extrême-Orient.

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

80^{ème} réunion du comité de la protection du milieu marin (MEPC 80) de l'OMI les 3-7 juillet 2023

Le **MEPC 80 a adopté les Directives révisées concernant l'intensité des émissions de GES dans l'industrie du transport maritime** ([OMI, juillet 2023](#)). Actuellement, l'objectif est de réduire de 50 % les émissions de dioxyde de carbone d'ici à 2050, par rapport au niveau de référence de 2008. Pour le WWF, l'objectif actuel de l'OMI n'est pas assez ambitieux pour garantir que le secteur du transport maritime puisse contribuer à réduire suffisamment les émissions pour limiter le réchauffement à moins de 1,5°C, comme le prévoit le GIEC. Il faudrait pour cela se fixer un objectif beaucoup plus élevé de parvenir à des émissions nettes nulles d'ici à 2050 et ainsi mieux protéger l'Arctique. Le WWF espérait également voir les États membres de l'OMI introduire des mesures obligatoires pour réduire le carbone noir et le fioul lourd dans l'Arctique ([WWF, juin 2023](#)), au-delà du moratoire sur le fioul lourd adopté lors du MEPC 75 et critiqué pour son manque d'ambition ([Clean Arctic Alliance, 2020](#)).

Par ailleurs, toujours dans le but de renforcer la législation de la protection de l'environnement marin arctique, le WWF avait publié en juin 2023 un document proposant à l'OMI d'élargir sa définition des eaux arctiques. Selon WWF, les limites géographiques définies dans le Code polaire sont trop étroites pour permettre de lutter efficacement contre la pollution due à la navigation. Huit des dix-huit grands écosystèmes marins de l'Arctique ne sont pas inclus dans la définition actuelle de l'OMI (le plateau des Féroé, le plateau et la mer d'Islande, la mer de Norvège, la mer de Béring, les îles Aléoutiennes, le complexe de la baie d'Hudson, et la mer du Labrador et de Terre-Neuve) ([WWF, juin 2023](#)).

Enfin, sur une note plus positive, le MEPC a approuvé la diffusion des Directives visant à réduire le bruit rayonné sous l'eau dans l'Inuit Nunaat et l'Arctique. Les Directives font suite à une initiative de l'*Inuit Circumpolar Council* (ICC) qui a acquis le statut consultatif provisoire en 2021 ([ICC, 2022](#)). Elles reconnaissent que l'Inuit Nunaat est un environnement unique et les

incidences néfastes du bruit produit par les navires sur les espèces sauvages dans cette zone pourraient s'en trouver considérablement accrues ([OMI, juillet 2023](#)). WWF souligne cependant que ces Directives ne sont pas obligatoires ([WWF, janvier 2023](#)).

Un été d'échanges diplomatiques entre l'Amérique du Nord et les pays nordiques centrés autour de la coopération en matière de sécurité

Justin Trudeau s'est rendu en Islande le 21 juin 2023 et y a rencontré les dirigeants des cinq pays nordiques (*La Presse*, juin 2023). Le président finlandais Niinistö a également organisé un sommet entre le président des États-Unis, Joe Biden, et les dirigeants des pays nordiques en Finlande le 13 juillet (Ministry for Foreign Affairs of Finland, 2023) à la suite du sommet de l'OTAN de Vilnius.

Fin juin 2023, le Premier ministre canadien Justin Trudeau s'est rendu en Islande où il a également rencontré des dirigeants du Danemark, de la Suède, de la Finlande et de la Norvège dans le but d'accroître la collaboration entre le Canada et les pays nordiques notamment sur les problèmes de sécurité. En effet, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a mené le Canada à réévaluer sa position dans l'Arctique. Justin Trudeau avait annoncé précédemment lors d'une visite en Alberta son intention d'investir plusieurs milliards de dollars pour renforcer la présence de l'armée canadienne dans la région, notamment en modernisant le système vieillissant du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, qui surveille aussi l'espace aérien de l'Arctique. « *Le fait est que nous sommes en retard pour sécuriser l'Arctique dans un monde où cette zone sera de plus en plus une source de compétition géopolitique* », a-t-il affirmé. (*La Presse*, juin 2023). Cette réunion en Islande a été une occasion pour le Canada et les pays nordiques de démontrer leur soutien à l'entrée de la Suède dans l'OTAN. Une semaine plus tard, les ministres de la Défense des pays nordiques se sont réunis à Reykjavik dans le cadre de la coopération nordique en matière de défense (NORDEFCO) (*High North News*, juin 2023).

En juillet, ce fut au tour de la Finlande d'accueillir le président des États-Unis qui revenait du sommet de l'OTAN à Vilnius le 12 juillet 2023. À l'occasion de cette visite d'État en Finlande, le président Finlandais a organisé une réunion avec les chefs d'État et de gouvernements des pays nordiques et le président américain. Les discussions ont principalement porté sur l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, la coopération en matière de défense, la coopération technologique et la guerre en Ukraine, alors que le président finlandais a déclaré qu'une « nouvelle ère » pour la politique de sécurité finlandaise a commencé (Président de la République de Finlande, juillet 2023).

Des discussions bilatérales entre la Finlande et les États-Unis ont porté sur la négociation d'un accord de coopération en matière de défense alors que la Suède et le Danemark mènent des discussions similaires. **Si les accords étaient conclus, les cinq pays nordiques auraient un accord bilatéral de défense avec les États Unis.**

Vers une reprise des travaux des groupes de travail du Conseil de l'Arctique et une nouvelle *Senior Arctic Official* norvégienne

Le 29 août, trois mois après le début de la présidence norvégienne, les États arctiques sont parvenus à un consensus, en consultation avec les participants permanents, sur une première série de modalités pour la reprise des travaux à l'échelle des groupes de travail. Depuis la transition de la présidence de la Russie à la Norvège le 11 mai 2023, l'activité du Conseil de l'Arctique était restée minimale, en attendant de trouver une solution pour coopérer avec la Russie. Cette décision, qui fait suite à la réunion de juin 2023 (voir bulletin de Juillet 2023), marque le début d'une vraie reprise des travaux dans un contexte d'événements climatiques inquiétants (températures extrêmes, feux de forêts, etc.) ([Arctic Council, août 2023](#)). L'approbation de ces lignes directrices est une étape cruciale pour le Conseil : **les groupes de travail vont enfin pouvoir lancer de nouveaux projets et reprendre leur collaboration avec les observateurs et les experts externes** qui apportent une contribution essentielle aux projets du Conseil ([Arctic Council, août 2023](#)). **Cependant, aucune reprise du dialogue au niveau politique n'est pour l'instant envisagée et il n'y a pas eu de réunion de SAO depuis novembre 2021 à Salekhard.**

Par ailleurs, Solveig Rossebø a été nommée comme nouvelle ambassadrice de la Norvège pour l'Arctique et SAO au Conseil de l'Arctique. Précédemment, elle a été chargée d'affaires à l'Ambassade de Norvège à Moscou ([High North News, août 2023](#)). Morten Høglund reste le Chair des SAO et représente la Présidence du Conseil tandis que Solveig Rossebø sera chargée de coordonner et représenter les positions norvégiennes.

Questions militaires, industrielles et technologiques

Chine et Russie face à la constante évolution de l'hybridité sous-marine

La Chine envisage de déployer un réseau de capteurs acoustiques sous-marins à double usage, tandis que la Russie renforce ses défenses dans la péninsule de Yamal et considère les câbles sous-marins comme des cibles potentielles dans le contexte de la guerre hybride en cours dans le Grand Nord européen.

Alors que la Chine mène actuellement une 13^{ème} opération scientifique en Arctique ([The Maritime Executive, 16 juillet 2023](#)), et qu'un groupe de scientifiques de l'Institut russe de recherche sur l'Arctique a déployé un drapeau au milieu de la glace de mer près de la station polaire *Severny polyus-41*, l'Arctique et ses fonds marins suscitent de plus en plus d'intérêt ([The Barents Observer, 22 août 2023](#)). Les deux pays ont mené des exercices conjoints en mer de Béring ([High North News, 7 août 2023](#)). Bien que la Russie souhaite conserver la défense entière de son littoral Arctique, la route du Nord et l'extrême orient arctique pourraient voir la Chine gagner en responsabilité sécuritaire dans le cadre de la sécurisation des échanges commerciaux à la bascule de Béring. Les fonds marins constituent dans cette perspective un lieu privilégié du renseignement militaire. La Chine prévoit de déployer dans l'océan Arctique un réseau de capteurs acoustiques sous-marins, à vocation scientifique, mais au potentiel usage dual. « *Les informations acoustiques recueillies par le réseau d'écoute à grande échelle prévu pourraient être utilisées dans un large éventail d'applications* », y compris « *la communication sous-glaciaire, la navigation et le positionnement, la détection des cibles et la reconstruction des paramètres environnementaux marins* » ([The Eurasian Times, 30 juillet 2023](#)). Déjà en 2021, le pays avait installé un « *système de bouée de surveillance acoustique sous-glaciaire polaire à surface peu profonde* » sur un morceau de glace flottante laissé à la dérive. De son côté, la Russie maintient sa rhétorique offensive envers les infrastructures sous-marines européennes et continue d'alimenter les craintes. Alors que Moscou va débiter la construction des six sous-marins de classe Kilo venant grossir les rangs de la Flotte du Nord ([The Barents Observer, 10 juillet 2023](#)), une amélioration des défenses russes de la péninsule de Yamal est constatée. C'est notamment le cas dans la base navale de la direction principale de la recherche en haute mer relevant des forces armées (GUGI) située dans la baie d'Olenya ([The Barents Observer, 15 juin 2023](#)). Selon de récentes images satellites, un « *filet anti-espion* » est déployé à l'entrée de la baie où se trouve cette base, accueillant notamment le navire aux objectifs controversés « *Yantar* », et les sous-marins spécialisés en opérations « *spéciales* » de type Losharik. Pour mettre en place ce type de défense, Olenya semble être d'une signification particulière pour l'armée russe, signe que ses compétences en matière de sabotage et autres opérations hybrides sont vitales pour maintenir les capacités de la Russie dans la guerre hybride affectant le Grand Nord européen. Les câbles sous-marins pourraient devenir des cibles plus régulières, ceux-ci semblant pouvoir être utilisés pour de l'écoute sous-marine (cf. précédents bulletins).

Un déplacement du barycentre de l'OTAN vers le Grand Nord ?

Le sommet de l'OTAN à Vilnius a mis en évidence les inquiétudes grandissantes de l'Alliance concernant l'expansion chinoise en Arctique, conduisant à un recentrage de l'OTAN vers le Grand Nord pour renforcer sa posture de défense et de dissuasion dans cette région stratégique.

Le récent sommet de l'OTAN à Vilnius a mis en lumière les préoccupations croissantes de l'OTAN concernant les actions et l'influence de la Chine. Alors que l'OTAN a été créée à l'origine en réponse à la menace soviétique, l'expansion de la Chine en Arctique par le biais du cyberspace ou des investissements dans les infrastructures, inquiète l'Alliance ([The Eurasian Times, 13 juillet 2023](#)). Le communiqué du Sommet souligne sans ambages que « *les ambitions et les politiques coercitives de la Chine remettent en cause les intérêts, la sécurité et les valeurs du monde* » ([communiqué du Sommet de Vilnius, 19 juillet 2023](#)). Face à des menaces plus diversifiées et de différentes natures, l'OTAN se met à jour, et cherche à prendre en compte de nouveaux champs de conflictualité, et de nouveaux lieux de compétition comme c'est le cas en Arctique. Les menaces hybrides en sont par ailleurs des exemples très concrets. Alors que la Finlande participait à son premier sommet, et que l'adhésion de la Suède se profile, l'accent est mis sur l'exploitation du flanc nord élargi pour renforcer la défense et la dissuasion dans l'Arctique, amenant à un glissement du centre de gravité de l'alliance vers le Grand Nord ([NATO's Policy and Posture in the Arctic, 5 juillet 2023](#)). L'inclusion de la Finlande renforce les capacités et l'état de préparation en mer Baltique et dans l'Arctique, les forces aériennes nordiques étant assimilées dans la défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN. La révision des plans régionaux par l'Alliance offre des possibilités d'aligner la posture de défense, de remédier aux inefficacités de commandement, et de renforcer la coordination du renseignement pour une dissuasion crédible dans

l'Arctique. La clé réside dans la coordination des efforts, la communication stratégique et l'allocation des ressources. Cette vision pourrait être prise en charge par un *Arctic Command* (ARCCOM) afin de conférer à la région une vision propre qui ne serait pas dévolue à la division actuelle entre les différentes divisions otaniennes (MARCOM, AIRCOM, etc.), permettant une approche simplifiée et adaptée à la complexité du champ d'opération arctique ([The Arctic Institute, 17 janvier 2023](#)).

Publications des instituts de recherche

Un difficile repositionnement des ambitions de l'Union européenne dans son Grand Nord et l'Arctique

L'Union européenne, bien que composée de plusieurs pays riverains de l'Arctique, peine à définir une politique claire pour la région, reposant largement sur les politiques nationales de ses membres et limitant ainsi son influence potentielle, malgré des efforts dans les domaines environnementaux et scientifiques.

Bien qu'elle compte parmi ses membres des pays riverains du grand Nord, l'UE déploya tardivement une politique pour l'Arctique, se reposant principalement sur ses membres. Consciente des enjeux que concentre la région, l'UE cherche à s'imposer comme un acteur crédible, notamment sur les questions climatiques, coopératives, et semble-t-il sécuritaires face aux nouvelles menaces hybrides. Toutefois, aucune politique claire donnant des lignes de conduites à ses membres n'est aujourd'hui publiée, si ce n'est « *Un engagement renforcé en faveur d'une région arctique, pacifique, durable et prospère* » en 2021 ajouté à une politique pour l'Arctique sans cesse mise à jour de 2008. Ce manque de renouvellement de stratégie pose question, même si des efforts, y compris sécuritaires, sont entrepris ([Marie-Ange Schellekens, mars 2023](#)). Ainsi, l'UE se repose sur les politiques nationales de chacun pour évoluer dans la région, ce qui est un frein au développement d'une politique arctique renouvelée. Les divergences entre les échelles politique et institutionnelle sont perceptibles, notamment concernant les activités halieutiques et extractives des membres nordiques, pouvant engendrer des tensions ([Emilie Canova, The Arctic Institute, 8 août 2023](#)). L'acceptation du rôle géopolitique de l'UE dans l'Arctique varie en fonction de la vision de chaque État membre sur son rôle dans la région et au sein de l'UE. La voie vers un rôle plus actif dans la gouvernance arctique pourrait nécessiter une adaptation stratégique de la part de l'UE. Cette adaptation tend à se concrétiser dans le domaine environnemental et scientifique, où l'UE s'impose comme un acteur crédible en appliquant en Arctique la « science pour la diplomatie » ([The Arctic Institute, 15 août 2023](#)). Dans cette perspective, la science peut réguler les tensions et favoriser la coopération internationale, un modèle déjà appliqué en Antarctique. La volonté d'imposer des normes environnementales strictes pourrait être une source de tension importante avec les pays nordiques entre autres. L'Italie pourrait devenir à terme une tête de pont de cette diplomatie aux côtés de l'UE, même si aujourd'hui les moyens du pays en matière polaire sont faibles.

Trafic maritime – Sécurité maritime

Le président russe Vladimir Poutine a assisté à la cérémonie de lancement de la première plate-forme gravitaire de production de liquéfaction de GNL du projet **Arctic LNG 2**. Six ans après le début de la construction sur la rive ouest de la baie de Kola, **la structure gravitaire a quitté l'usine de Belokamenka** pour la mer de Barents. Le premier train se compose d'une base de type gravitaire sur laquelle la structure supérieure (modules technologiques) est installée. La longueur de la structure est de 332 m, la largeur de 154 m, la hauteur de plus de 30 m et la surface de base de la structure est de 58 000 m². Le déplacement est supérieur à 637 000 tonnes. 16 navires et remorqueurs et plus de 300 personnes ont participé au transport maritime de l'usine pour parcourir plus de 1000 milles à travers les mers de Barents et de Kara pour atteindre le champ d'Utrenneye sur la péninsule de Gydan le 14 août. Pour recevoir la structure gravitaire, un poste d'amarrage spécial a été réalisé. Sa capacité est de 6,6 millions de tonnes de GNL par an. Sa mise en service est prévue pour début 2024, soit 1 an de retard en raison des sanctions occidentales. Une centrale de production électrique doit être construite sur le site pour pallier le défaut d'approvisionnement de turbines américaines. La deuxième ligne devrait être livrée en 2024 et la troisième en 2026. En baie d'Ura Guba, près de Mourmansk, le terminal **FSO Saam** est à son poste d'amarrage et devrait être en mesure de pouvoir recevoir les premiers tankers pour transbordement d'ici la fin de l'année. ([Portnews.ru](https://portnews.ru), 21 juillet 2023 ; [Korabel.ru](https://korabel.ru), 24 juillet 2023 ; [TheBarentsObserver.com](https://thebarentsobserver.com), 23 juillet 2023 ; [Neftgaz.ru](https://neftgaz.ru), 20 juillet 2023 ; [Korabel.ru](https://korabel.ru), 13 août 2023 ; [TheBarentsObserver.com](https://thebarentsobserver.com), 15 août 2023 ; [Neftgaz.ru](https://neftgaz.ru), 16 août 2023) ; ([HighNorthNews.com](https://highnorthnews.com), 1^{er} août 2023). Photo © ГТРК Ямал



Novatek prévoit de construire une usine de liquéfaction de gaz naturel, **Murmansk LNG**, dans la région éponyme composée de trois lignes de 6,8 millions de tonnes chacune. Le premier train devrait commencer à fonctionner en 2027, le second en 2029. Novatek prévoit d'entamer la construction du terminal à partir d'août 2024 lorsque la cale sèche de Belokamenka sera libérée de la construction de la seconde base gravitaire du projet Arctic LNG 2. Murmansk LNG utilisera l'électricité de la centrale nucléaire excédentaire de Kola. Le gaz de l'usine en provenance des gisements de Gazprom pourra être transporté par des méthanières sans classe glace ([ProArctic.ru](https://proarctic.ru), 23 juillet 2023).

En plus de la commande de deux nouveaux brise-glaces à propulsion nucléaire de type *Arktika*, Rosatom, le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministère des Finances devraient soumettre au gouvernement une proposition de **construction de quatre brise-glaces à propulsion classique** pour faire face au trafic croissant sur la RMN ([Korabel.ru](https://korabel.ru) ; 22 juin 2023 ; [Tass.ru](https://tass.ru) 22 juin 2023).

Un **nouveau brise-glace chinois** de recherche multifonctionnel devrait être livré en 2025 et naviguera à la fois en Arctique et en Antarctique. Il ne sera pas à propulsion nucléaire. La construction a commencé au chantier naval de Guangzhou. Le navire mesure 103 mètres de long pour un déplacement de 9 200 tonnes. Le directeur des opérations maritimes à l'Institut des sciences et de l'ingénierie des eaux profondes de l'Académie chinoise des sciences a déclaré que le nouveau brise-glace embarquera des mini-sous-marins destinés aux opérations sur les fonds marins dans les eaux polaires. Avec les deux *Xue Long*, la Chine possèdera trois brise-glaces scientifiques. ([TheBarentsObserver.com](https://thebarentsobserver.com), 28 juin 2023, [Eurasiantimes.com](https://eurasianimes.com), 28 juin 2023 ; [Polarjournal.ch](https://polarjournal.ch), 30 juin 2023 ; [MarineLog.com](https://marine-log.com), 30 août 2023). Illustration © Guangzhou Shipyard International Company Limited.



Parti de Shanghai le 12 juillet, la Chine entame sa 13^{ème} expédition en Arctique à bord du *Xue Long 2* pour une période de 2 mois. Il s'agit du 4^{ème} voyage dans la région du *Xuelong 2*, le récent brise-glace entièrement construit en Chine. L'un des objectifs de l'expédition organisée par le ministère chinois des Ressources naturelles en collaboration avec l'Institut polaire est d'étudier la géologie et la géophysique de la crête de Gakkel proche du pôle Nord. L'annonce de la pose de balises acoustiques pendant cette campagne fait polémique sur les objectifs duals des données



recueillies, scientifiques mais potentiellement militaires également ([Polarjournal.ch](https://polarjournal.ch), 24 juillet 2023 ; [TheBarentsObserver.com](https://thebarentsobserver.com), 17 août 2023).

Le chantier naval Bollinger Shipyards basé au Mississippi a commencé à couper les tôles d'acier des huit premiers modules du nouveau **brise-glace lourd de l'US Coast Guard** (PSC). Il s'appellera le *Polar Sentinel* et sera le premier brise-glace lourd construit aux États-Unis depuis 50 ans (le précédent étant le *Healy*). Même avec une date de construction fixée à mars 2024, l'achèvement d'ici 2028 restera un défi ([HighNorthNews.com](https://highnorthnews.com), 25 août 2023 ; [NationalDefense.org](https://nationaldefense.org), 27 Juillet 2023).

La découpe de la première tôle du premier des deux **futurs navires arctiques et extracôtiers de la Garde côtière canadienne** a eu lieu au chantier naval d'Irving Shipbuilding Inc. à Halifax en Nouvelle-Écosse. Ces patrouilleurs soutiendront les opérations de recherche et de sauvetage et de déglacage sur la côte Est, renforçant ainsi la présence du Canada dans le Bas-Arctique. Le premier patrouilleur arctique devrait être livré en 2026, le second en 2027. Ils sont construits sur le même modèle que la série *Harry DeWolf* de la Navy canadienne ([MarineInsight.com](https://marineinsight.com), 11 août 2023). Illustration : Garde côtière canadienne



Le **Danemark souhaite remplacer les 4 patrouilleurs de la Classe Thetis** datant des années 1980, qui opèrent au Groenland et aux îles Féroé aux côtés des navires de la classe *Knud Rasmussen*. Les nouveaux navires de la classe MPV-80 seraient modulaires pour pouvoir répondre aux larges missions civiles, scientifiques et sécuritaires en Arctique. Il est également prévu de remplacer son navire océanographique *Dana IV* âgé de 40 ans par un navire de classe Glace *Dana V*. ([PolarJournal.com](https://polarjournal.com), 12 juillet 2023).

Arctia Icebreaking Ltd et la **Canadian Baffinland Iron Mines Corporation** ont annoncé en août avoir signé un accord d'affrètement annuel du brise-glace finlandais *Fennica* pour les saisons de navigation 2023-2025. L'accord couvre les services de déglacage et d'assistance avec un brise-glace polyvalent dans l'Arctique canadien. Le *Fennica* comme son sister ship le *Nordica* font office de brise-glaces d'escorte en Baltique (ils.fi, 30 août 2023).

Le porte-conteneurs *NewNew Polar Bear* a quitté Saint-Pétersbourg le 7 juillet pour son premier voyage le long de la **route maritime du Nord** RMN. Avec les conditions de glace rencontrées, le temps de transit a duré 28 jours jusqu'au détroit de Béring. La compagnie maritime chinoise Newnew Shipping Line enverra 4 autres navires de 1 200 à 2 500 EVP, tous ont une classe glace. À noter qu'aucun navire chinois n'a transité pendant la période du Covid, alors que la Chine assurait un transit régulier d'une dizaine de navires sur la période estivale avant la pandémie. La ligne sera ouverte jusqu'en octobre ou début novembre. Un autre porte-conteneurs classique de 4 250 EVP, le *SFT Turkey* de l'armement Safetrans Shipping enregistré à Hong Kong, s'apprête également à emprunter la RMN fin août. Le quartier général des opérations maritimes GlavSevmorput (qui dépend de Rosatom) fournit des informations et un soutien à la navigation, ainsi que le service d'escorte par brise-glaces à propulsion nucléaire entre la Russie et la Chine si nécessaire ([Korabel.ru](https://korabel.ru), 07 juillet 2023 ; [Tass.ru](https://tass.ru) ; 07 juillet 2023 ; [Korabel.ru](https://korabel.ru), 10 juillet 2023 ; [Rosatom.ru](https://rosatom.ru), 10 juillet 2023 ; [MarineExecutive.com](https://marineexecutive.com), 29 août 2023).

Le ministère des Transports a publié le passeport du projet fédéral « Développement de la route maritime du Nord ». Selon le document, d'ici 2025, la capacité annuelle des ports maritimes le long de la route maritime du Nord doit être augmentée de 32 à 83 millions de tonnes par an ([PortNews.ru](https://portnews.ru), 11 août 2023).

La RMN connaît des niveaux d'activité de transport en transit et de destination sans précédent cet été. Cette activité inhabituelle s'étend également à des tankers beaucoup plus petits, appelés « Shuttle ». Ces navires sont affectés à l'année au transport du pétrole des terminaux de Novy et de Prirazlomnaya, dans l'ouest de l'Arctique russe, jusqu'au FSO d'Umba à Mourmansk. La Chine a particulièrement bénéficié des transits de brut par la RMN cet été. En juin, la Chine a importé 10,5 millions de tonnes de pétrole brut de Russie, soit une augmentation de 44 % par rapport à l'année dernière. Cependant, les conditions de glace sont difficiles cet été sur le transit de la RMN, notamment en mer de Sibérie orientale. Courant juillet, l'assistance de l'escorte du brise-glace à propulsion nucléaire *Taimyr* fut nécessaire pour assurer le transit vers la Chine de deux tankers de classe ARC3. Le temps de transit fut cette fois équivalent à celui réalisé par le canal de Suez. ([HighNorthNews.com](https://highnorthnews.com), 10 août 2023 ; [gCaptain.com](https://gcaptain.com), 21 août 2023 ; [HighNorthNews.com](https://highnorthnews.com), 21 août 2023 ; [HighNorthNews.com](https://highnorthnews.com), 17 août 2023 ; [The BarentsObserver.com](https://thebarentsobserver.com), 11 août 2023 ; [Neftgaz.ru](https://neftgaz.ru), 11 août 2023).